

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix huit le 18 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 12 septembre 2018, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme HOLGADO, M. INOCENCIO, Mme LANDAIS, M. CAVALEIRO, M. CASTETS, Mme BERTHIOT, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme HIMPENS à Mme BERTHIOT, Mme QUERAL à M. CAVALEIRO, M. BODIN à Mme LANDAIS, M. MONMARCHON à M. RIMARK

Etait excusé:

M. VERDIER

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 22

Conseillers votants : 26

Pour : 21

Contre : 5

Abstention : 0

**9 – AMÉNAGEMENT D'UN CASERNEMENT DANS LE CADRE DE L'INSTALLATION DE SANITAIRES PUBLICS -
AUTORISATION DE TRAVAUX SUR MONUMENT HISTORIQUE**

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

Environ 400 000 personnes visitent tous les ans la Citadelle de Blaye, site inscrit au Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

A ce titre, et afin d'améliorer la qualité d'accueil, il a été envisagé de réaliser des sanitaires publics dans un casernement.

Les travaux nécessaires à ce projet se décomposent en 7 lots :

- désamiantage
- démolition – maçonnerie – pierre de taille
- charpente – couverture
- menuiseries extérieures et intérieures
- électricité
- équipements sanitaires
- peinture.

Considérant le classement du site, toute intervention doit faire l'objet, conformément à l'article L621-9 du Code du Patrimoine, d'une autorisation de travaux sur monument historique.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser M le Maire à signer et déposer cette autorisation de travaux sur monument historique ainsi que tout acte y afférent.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 14 septembre 2018 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 25/09/18
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20180918-55845-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

